

 Editorial

Une situation contradictoire

Michel Rocard

En grande majorité, les étudiants passent leurs examens. Et beaucoup de commentateurs d'expliquer qu'Edgar Faure a gagné.

C'est peu discutable : le Ministre de l'Education nationale avait fait le pari de rechercher une rentrée à peu près calme en jouant le libéralisme : libération des étudiants emprisonnés, conseil aux doyens de discuter les formes des examens avec des représentants étudiants, désaveu des interventions de la police. Le pari est en gros gagné.

Mais Edgar Faure n'a pas gagné seul. Et surtout, s'il a franchi une étape, il n'a pas franchi tous les obstacles qui nous séparent de la mise en place d'une université nouvelle, à supposer qu'il veuille les franchir tous.

Les examens se sont passés le plus correctement dans les cas où un accord avait pu être trouvé sur leurs modalités entre les enseignants et les étudiants. C'est ce qui s'est produit à Paris en Droit et en Sciences. Et là, la victoire d'Edgar Faure est aussi celle des étudiants. Elle l'est même davantage. Car si Edgar Faure y a gagné des examens qui se passent dans l'ordre, les étudiants pour leur part ont gagné sur trois points fondamentaux. D'abord l'acquis du mois de mai est pour l'essentiel préservé. Ensuite les étudiants ont montré que leur exigence d'un pouvoir étudiant dans les Facultés était celle d'hommes responsables qui savent tenir leurs engagements lorsqu'ils imposent ce pouvoir dans la négociation avec le corps enseignant et obtiennent satisfaction. Enfin la nature vétuste de notre système d'examens commence à être mise en cause et l'on peut espérer qu'apparaissent à travers ces expériences et celles qui les suivront des procédures de vérification des connaissances qui ne s'appuient plus sur le bachotage.

A y regarder de près, ce qui s'est passé en Médecine n'est pas non plus dépourvu d'aspects positifs. Le gouvernement avait fait des concessions importantes sur l'organisation des études et de la profession, et

l'accord s'était fait sur le principe d'une discussion des modalités d'examens pour la seconde session d'automne du CPEM, mais non pour la première. Il est compréhensible que des étudiants, souvent connus comme modérés, se soient indignés de constater que pour la première session rien n'ait été changé et aient décidé, faisant une appréciation trop optimiste du rapport des forces, de tenter le boycott. Mais les résultats mêmes de cette tentative montrent à la fois aux étudiants dans quelles conditions politiques ils se trouvent placés, et à l'ensemble des responsables de l'Université, ce qui risquerait de se passer à grande échelle si les acquis du mois de mai étaient mis en question.

Ces résultats sont limités. Mais cela tient à ce que l'Université reste en tout état de cause le reflet de la société, et la société française demeure inchangée dans ses fondements essentiels. Quelque limités qu'ils soient, ces résultats ne doivent pas être sous estimés : ils s'inscrivent dans la perspective à long terme de la lutte pour le socialisme, lutte qui passe par la construction de pouvoirs démocratiques à la base, dans tous les secteurs de la société. Le fait de constituer de tels pouvoirs, et d'imposer leur présence là où s'élaborent les décisions, est une étape importante même si ce n'est évidemment pas un point d'aboutissement. La loi d'orientation si elle subsiste dans l'état qu'on lui connaît aujourd'hui et surtout si elle est appliquée dans l'esprit où elle est rédigée, offre également des perspectives favorables, et dans cette mesure même elle constitue un succès pour le mouvement de mai, dont elle est le résultat.

Cette situation pose deux questions : pourquoi le gaullisme laisse-t-il faire cette expérience et jusqu'où peut-elle aller ?

La réponse à la première question est simple. L'obstacle principal à la plus modeste évolution de l'université était constitué par la résistance des structures académiques, tenues par un milieu homogène d'enseignants chevronnés. Le mouvement de mai a eu raison de cette résistance, et si la bourgeoisie conservatrice de ce pays se sent solidaire de son mandarinat professoral, le gaullisme n'en a que faire, l'accusant d'abord d'avoir conduit l'Université à l'explosion.

A plus long terme, les perspectives sont très différentes. La représentation étudiante dans les Facultés posera de manière constante non seulement le problème d'une Université en évolution permanente, ce à quoi le gaullisme peut n'avoir pas d'objection, mais aussi le problème de son ouverture sur le monde du travail, ce qui est politiquement beaucoup plus lourd de signification. C'est là en effet que commencera vraiment la contestation de

l'Université conservatrice, en même temps que la mise en cause de sa relation avec la structure de classes de la société.

La réaction du régime sera donc bien plus forte. Car la bourgeoisie française se défend durement quand son pouvoir de classe est attaqué. C'est la raison pour laquelle, pendant qu'Edgar Faure obtenait un arrêt de la répression dans le secteur universitaire, le patronat engageait de son côté la plus dure des répressions professionnelles. Les licenciements se multiplient, notamment dans les petites et moyennes entreprises. La contradiction est là, parfaitement nette : les entreprises les plus modernes et les plus concentrées ont en général accepté les conséquences du mouvement de mai, et n'ont au total pratiqué jusqu'ici qu'une répression assez faible. En revanche, le petit patronat, celui qui fournit ses contingents à l'U.D.R., tente par tous les moyens non seulement de récupérer ce qu'il a perdu, mais même de se venger.

La réaction ouvrière est d'ailleurs hésitante et inquiète. A Bezons, cependant, les travailleurs ont montré qu'ils n'entendaient pas laisser mettre en cause les résultats obtenus, notamment en ce qui concerne les libertés syndicales. Cette réaction n'est toutefois pas générale.

En d'autres termes, dans le secteur universitaire l'action étudiante doit maintenant porter sur l'exploitation pleine et entière des positions de pouvoir conquises, elle n'a lieu d'être combative que s'il y a mise en cause des résultats obtenus. Dans le secteur ouvrier en revanche, on assiste à une contre-attaque particulièrement forte, que manifestent à la fois le blocage des discussions sur le droit syndical et les licenciements de militants. Changeant de front, comme il sait si bien le faire, le capitalisme français attaque dans le secteur où il a découvert une moindre combativité.

Cela signifie que le secteur de la production devient aujourd'hui le secteur prioritaire dans la lutte socialiste.

S'il n'était que l'émanation du grand capitalisme moderne, le gaullisme ne laisserait pas cette offensive patronale se développer. Elle est de nature en effet à provoquer de nouvelles secousses violentes. Mais il y a un prix à payer pour la victoire électorale de la fin juin. C'est la petite bourgeoisie qui a assuré cette victoire. Elle entend être réglée sur facture, et ce prix est à ses yeux la récupération complète de son pouvoir et de ses privilèges menacés, fut-ce par une répression professionnelle féroce. Et comme ce secteur lui est politiquement sensible, le gaullisme laisse faire : on licencie sans sanctions. De Gaulle donne de la « participation » une interprétation dépourvue de tout contenu, au point de faire rire la Bourse où les cours montent dans la joie. Sur tout, le régime évite de poser le problème du pouvoir d'achat qui est aujourd'hui la plus lourde des inquiétudes ouvrières.

Le projet de loi sur la réforme de l'entreprise a les plus grandes difficultés à voir le jour, et la réforme régionale paraît s'enliser devant le refus des notables locaux traditionnels.

C'est sur ces différents points que l'action socialiste doit porter aujourd'hui, et sans s'alarmer du fait qu'un pouvoir socialiste ne se crée pas d'un seul coup. Tant que le gaullisme poursuit des politiques aussi contradictoires, les luttes resteront sectorielles car elles auront des objectifs différents et s'appuieront sur des moyens distincts. Mais le régime ne pourra pas hésiter longtemps entre des solutions libérales dans certains secteurs et autoritaires dans d'autres, car elles se trouveront contradictoires, tant en ce qui concerne le rôle de l'Université que l'orientation de la politique économique. C'est à ce moment qu'une stratégie socialiste globale pourra être redéfinie.

Jusque là, les forces populaires utiliseront les contradictions du régime pour assurer leurs victoires de mai à quelque niveau que ces résultats se situent. La validation des accords du printemps entre étudiants et enseignants, la lutte pour l'échelle mobile et un véritable contrôle des prix, le respect des libertés syndicales dans l'entreprise, voilà les points où il faut pousser le gaullisme au bout de ses contradictions et rouvrir ainsi la perspective de son remplacement. □